



CTL Lardy – Renault, Ampère & prestataires

Lundi 11 novembre 2024

Aux Etats-Unis aussi, l'avenir est à la lutte de classe

Donald Trump pavoise. Il est élu président des États-Unis avec cette fois non seulement la majorité des grands électeurs, mais la majorité des voix dans le pays. Ses partisans ont décroché en même temps la majorité au Sénat et conserveront probablement la majorité à la Chambre des députés.

Victoire de Trump, déroute des Démocrates

La « victoire politique jamais vue » aux États-Unis dont Trump se flatte a été obtenue... en faisant seulement 200 000 voix de plus que lors de sa défaite de 2020. Si Trump a été élu, c'est d'abord que son adversaire démocrate a perdu 10 millions des voix obtenues par le président sortant Joe Biden il y a quatre ans. Kamala Harris ne les a pas perdues toute seule. C'est tout le Parti démocrate au pouvoir qui a été sanctionné.

Harris vantait la bonne santé de l'économie américaine, sa croissance insolente. Ses partisans (dis)qualifiaient de « fake news » trumpistes les critiques sur la pauvreté croissante d'un grand nombre d'Américains de milieu modeste. Mais l'inflation est une réalité : +25 % sur les prix alimentaires, +54 % sur le logement, +61 % sur l'énergie depuis 2019 ! La seule catégorie où les Démocrates ont fait plus de voix qu'il y a quatre ans, c'est celle des ménages gagnant plus de 200 000 dollars par an, qu'on peut comparer à un salaire net mensuel de 10 000 euros en France. C'est dire si les Démocrates ont servi les riches et les capitalistes ces quatre dernières années.

Trump est l'ennemi de tous les travailleurs

Trump servira les nantis et les gavés aussi bien. Il promet de régler rien de moins que tous les problèmes des Américains. Mais il confie au milliardaire raciste et fascisant Elon Musk le soin de passer les services publics à la tronçonneuse. Il parle de liberté, mais menace de prison – voire pire – tous ceux et celles qui ne partagent pas sa vision raciste et misogyne du monde, ou sa négation du changement climatique.

Il promet un « âge d'or »... qui sera d'abord fait de l'enfer des immigrés. S'il menace de les rafler

et de les expulser par millions, y compris certains qui n'ont plus aucune attache dans leur pays d'origine, c'est pour les terroriser, les pousser à raser les murs et se laisser exploiter en silence. C'est donc pour affaiblir tous les travailleurs face à leurs employeurs. C'est pour diviser cette classe ouvrière américaine qui relève la tête et pourrait très bien retourner sa colère... contre la nouvelle équipe au pouvoir.

Les luttes de nos frères et sœurs de classe

En France, certains d'entre nous, travailleurs, reprochent à tous les Américains pris en bloc les crimes de leurs dirigeants partout sur la planète.

Ils confondent antiaméricanisme et anticapitalisme. Depuis un an, une série de grèves majeures ont montré que les travailleurs des États-Unis, natifs et immigrés, Blancs et Noirs, hommes et femmes, au coude-à-coude ont réussi à imposer des hausses de salaire substantielles : 40 % dans l'automobile, 38 % chez Boeing, et 62 % chez les dockers. Certes, aussi impressionnants soient ces chiffres, ils ne sont qu'un rattrapage des pertes liées à des années de salaires bloqués.

Mais justement, après des années à suivre des dirigeants syndicaux prêchant l'entente avec les patrons, les travailleurs reprennent le chemin de la lutte. Or, l'élection américaine montre qu'il n'y a pas d'ami du monde du travail parmi les prétendants au pouvoir.

Aux États-Unis comme en France, il manque aux travailleurs un parti capable de rivaliser avec les 50 nuances de partis bourgeois. Pas pour leur disputer des places dans les institutions au service des patrons et des riches, mais pour organiser la prise du vrai pouvoir : celui de diriger la société.

Auchan, Michelin..: combattre les licenciements

Michelin et Auchan viennent d'annoncer des milliers de suppressions de postes. Michelin, qui ferme les sites de Cholet (950 salariés) et de Vannes (300 salariés) a fait 2 milliards de bénéfices cette année et n'est pas plus « en difficulté » que la famille Mulliez, propriétaire d'Auchan qui menace 2 500 emplois. Aucune de ces deux entreprises ne parle de délocalisations : gains de productivité, compétition internationale et rentabilité suffisent à tout justifier.

Les licenciements s'accumulent dans l'automobile, la chimie, l'aéronautique, la grande distribution. Pas moins de 150 000 emplois menacés en France... Tous en même temps, s'inquiètent le patronat et le gouvernement ! Comme ils le redoutent... Car entreprise par entreprise, site par site, c'est la défaite assurée. Mais « tous ensemble » les salariés peuvent avoir un rapport de force qui garantira des indemnités acceptables, le maintien des sites et des emplois.

Et dans l'auto, à qui le tour ?

Dans l'automobile, les patrons ont lancé une offensive coordonnée. Non pas que les actionnaires soient à la peine (la preuve par leurs profits), mais ils estiment que c'est le bon moment pour restructurer leurs usines et tailler dans les effectifs.

Pas chez Renault ? Pour l'instant la direction joue un autre jeu : De Meo veut afficher un groupe en « bonne santé » pour faire monter le cours des actions en Bourse. Mais en parallèle, il prépare des mauvais coups. La preuve avec son futur accord triennal qui intègre un dispositif de départs volontaires pour tailler dans les effectifs, quand il jugera que c'est opportun.

On n'est peut-être pas directement touchés aujourd'hui, mais on est les prochains sur la liste.

Elagage des effectifs

Un an après le découpage de Renault, l'accord triennal en cours de « négociation » montre ce que la direction compte faire des diverses entités à l'avenir. Elle envisage la possibilité d'imposer dans chacune une RCC, s'il faut réduire les effectifs, selon l'évolution du marché et de la technologie.

En gros, la direction pourra élaguer les branches qu'elle jugera les moins rentables : Ampère, Horse, Power, Mobilize, The Future is Neutral,... Aucune n'est à l'abri des suppressions de postes. Alors organisons-nous dès maintenant collectivement !

Bourrage de crâne

Le show continue. De Meo parle de la concurrence chinoise comme si on était en guerre. Et plutôt pas du bon côté ! Il répète avec ses comparaisons sportives ou guerrières que l'industrie européenne perd du terrain et qu'il faut que les salariés fassent des sacrifices pour ne pas être écrasés par la concurrence.

Sauf qu'on n'est pas dans la même équipe que lui.

C'est quand ça les arrange

La direction prévoit dans son nouvel accord triennal une restriction du télétravail. Pourtant ça l'arrangeait bien pendant le Covid de nous laisser nous débrouiller chez nous. Ça lui a même permis de réduire l'espace dédié aux bureaux avec sa méthode de « flex office », quitte à nous entasser les uns sur les autres. Et maintenant qu'elle veut nous fliquer, marche arrière. Et tant pis pour les salariés qui se sont organisés.

Pareil pour les DA : l'usure au boulot n'intéresse pas la direction. C'est juste une variable d'ajustement pour réduire les effectifs quand ça les arrange.

Coup de chaud à Cholet

Après l'annonce de la fermeture du site, les travailleurs de Michelin à Cholet se sont mis en grève et ont refusé d'accueillir sur leur piquet le ministre de l'Industrie venu les rassurer... et surtout les balader. « 50 ans pour nous user, 5 minutes pour nous virer » disaient les ouvriers. Le ministre Marc Ferracci n'ayant rien à leur répondre, il a préféré se carapater en vitesse.

Le site Michelin de Clermont-Ferrand a emboîté le pas à Cholet avec une grève de soutien, histoire aussi de rappeler que le groupe a reçu 42 millions d'euros de l'État en 2023. Le ministre n'a pas eu le temps d'expliquer à quoi cet argent avait servi !

Valence : crimes climatiques

Plus de 130 000 personnes ont manifesté dans les rues de Valence samedi soir, jusqu'au siège du gouvernement local. Aux cris de « assassins », « démission », les habitants ont exprimé leur colère face aux négligences des autorités dans la gestion des inondations dévastatrices qui ont fait plus de 220 morts. Chacun en a pris pour son grade : le gouvernement local de droite qui a lancé l'alerte bien trop tard, le gouvernement central socialiste qui n'a pas pris d'initiatives, les patrons qui ont obligé leurs salariés à continuer à travailler malgré la tempête.

Tout un monde qu'il faudra aussi débayer, après la boue et les décombres.

Provocations sionistes ou antisémitisme ?

Après les affrontements entre supporters israéliens du Maccabi Tel-Aviv et jeunes Néerlandais lors du match contre l'Ajax Amsterdam, le Premier ministre néerlandais, Netanyahu, Retailleau, Biden et d'autres dirigeants ont parlé d'antisémitisme.

Mais plutôt que des actes antisémites inadmissibles, c'était une provocation de supporters israéliens qui ont arraché et brûlé un drapeau palestinien en lançant des slogans racistes comme « Laissons Tsahal gagner pour finir les Arabes ». Les mêmes ont aussi perturbé la minute de silence en hommage aux victimes des inondations en Espagne.

Critiquer l'Etat d'Israël, son gouvernement ou ses hooligans, ce n'est pas de l'antisémitisme.